



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le trente septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 septembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 25

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 7

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Christel BOUBERT donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Pascale GALAIS
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 30 septembre 2024

M_DL240930_145

MARCHES PUBLICS - ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE ET RISQUES ANNEXES - AUGMENTATION DE PRIME ANNUELLE - MODIFICATION N°2 - SIGNATURE - AUTORISATION

M.Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – La Ville de Montivilliers a conclu un contrat d'assurance Flotte automobile et risques annexes avec la SMACL Assurances SA le 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 5 ans.

Par courrier en date du 21 mai 2024, la SMACL Assurances SA a informé les services de la Ville, suite à l'examen de la sinistralité du parc automobile, d'une dégradation du résultat technique du marché en raison d'une sinistralité jugée importante.

En effet, depuis le début du marché, soit le 1^{er} janvier 2021, jusqu'au 1^{er} mai 2024 (date arrêté pour l'examen de la sinistralité) 61 sinistres ont été déclarés pour un montant d'indemnisation de 96.448,66 euros contre une cotisation globale depuis le début du marché de 134.924,90 euros, soit un taux de sinistre à prime de 71 % ; le contrat est donc considéré comme déséquilibré, puisque la SMACL Assurances SA considère qu'un contrat est équilibré lorsque ce taux avoisine les 55 %.

Compte tenu de cette situation, la SMACL Assurances SA souhaite appliquer une augmentation de 15 % au 1^{er} janvier 2025, évolution contractuelle annuelle comprise et à périmètre de risques identiques à celui assuré actuellement,

Le taux de l'indice retenu dans le cadre de l'indexation contractuelle : indice SRA « Sécurité et réparation automobile » sera connu lors de l'établissement de la cotisation au 1^{er} janvier 2025, toutefois, on peut déjà noter que celui-ci est établi à 6,91 % au 1^{er} trimestre 2024.

La cotisation au 1^{er} janvier 2025 serait portée à 58.391,48 euros HT, contre 50.424,76 euros HT au 1^{er} janvier 2024.

Les conditions d'assurance concernant les prestations supplémentaires : marchandises transportées, auto-mission collaborateurs et tous risques engins sont maintenues selon les termes initiaux du contrat.

Cette majoration représente une incidence financière lissée sur la durée du contrat (2021-2025) et sur la base du montant initial du contrat, de 4,68 %.

Parallèlement à cette majoration, des amendements au périmètre des garanties sont proposés, à savoir :

- Franchise maximum par évènement :

La franchise maximum de 2 000 euros par évènement est abrogée.

Cette franchise maximum s'appliquait en cas d'évènements naturels impactant plusieurs véhicules mais celle-ci est abrogée en raison de la récurrence des évènements climatiques qui entraînent de fortes répercussions sur les remboursements d'assurance comme cela a été expliqué lors de la passation de l'avenant n°1 pour ce même contrat.

- Automaticité de garantie :

Pour les véhicules terrestres à moteur immatriculés, ceux-ci doivent faire l'objet d'une déclaration auprès du Fichier des Véhicules Assurés (FVA) au plus tard dans les 72h suivant l'entrée en vigueur ou la cessation de la garantie de responsabilité civile automobile. Pour cette catégorie de véhicules, l'automaticité de garantie est accordée pour une durée de 24h suivant l'acquisition du véhicule.

Au-delà et en l'absence de déclaration auprès de SMACL Assurances SA, les garanties seront non acquises.

Toutefois, pour tout nouveau véhicule non soumis à l'obligation d'immatriculation, acquis depuis la dernière mise à jour du contrat, l'assuré conserve l'automaticité de garantie prévue au contrat.

Dans le contrat actuel, l'automaticité de garantie était acquise sans délai de déclaration à l'assurance quel que soit le type de véhicule concerné.

- Prescription biennale :

Intégration de la prescription biennale conformément à l'article L.114-1 du Code, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Par exception :

- les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L. 125-1, sont prescrites par cinq (5) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

- la prescription est portée à dix (10) ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Conformément à l'article L. 114-2 du Code, la prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption que sont :

- la demande en justice, même en référé, même portée devant une juridiction incompétente ou annulée par l'effet d'un vice de procédure (article 2241 du Code civil). L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance (article 2242 du Code civil). En revanche, l'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée (article 2243 du Code civil).

- une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244 du Code civil).

- la reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou la reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur (article 2240 du Code civil).

Elle peut également être interrompue dans les cas ci-après :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;

- l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par SMACL Assurances SA au souscripteur en ce qui concerne le paiement de la cotisation ou par l'assuré à SMACL Assurances SA en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Cette prescription biennale est courante et sera reprise dorénavant dans tous les contrats d'assurances. Elle reprend en grande partie les dispositions de l'article L.114-1 du code des Assurances.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique et notamment son article R.2194-5,

VU la délibération n°2020.06/70 du conseil municipal du 08 juin 2020 permettant la signature du contrat Flotte automobiles et risques annexes.

VU la décision de la commission d'appel d'offres du 20 juin 2024.

CONSIDÉRANT

- Que la Ville de Montivilliers a conclu un contrat d'assurance Flotte automobile et risques annexes avec la SMACL Assurances SA le 1er janvier 2021 pour une durée de 5 ans ;
- Que l'examen de la sinistralité du parc automobile de la Ville a montré un taux de sinistre à prime de 71 %, jugé trop important par la SMACL Assurances SA pour assurer un équilibre pérenne du contrat ;
- Que la SMACL Assurances SA souhaite appliquer une majoration de 15 % (évolution contractuelle de l'indice SRA comprise) sur la cotisation à effet au 1er janvier 2025 ;
- Que l'incidence financière lissée sur la durée totale du contrat (2021-2025) et sur la base du montant initial du contrat est de 4,68 % ;
- Qu'en cas de refus de cette majoration, le contrat serait résilié au 31 décembre 2024 ;
- Qu'il est de l'intérêt de la Ville d'accepter la conclusion de cette modification.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'autoriser Monsieur le Maire, suite à la décision de la commission d'appel d'offres du 20 juin 2024, de signer la modification n°2 du contrat d'assurance Flotte automobile et risques annexes conclu avec la SMACL Assurances SA et annexée à la présente délibération.

Imputation budgétaire

Exercice 2025

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 01 opérations non ventilables

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Nature et intitulé : 6168 Autres primes d'assurance
Montant de la dépense : 58.391,48 euros HT
(le montant des taxes applicables n'est à ce jour pas encore connu)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

